

Introduction - Ouverture commerciale, transformations structurelles et croissance économique en Afrique

Corinne BAGOULLA*
Gabriel FIGUEIREDO DE OLIVEIRA**

Au cours des 15 dernières années, les performances économiques de l'Afrique subsaharienne (ASS) se sont considérablement améliorées. En effet, après deux décennies de stagnation autour de 1,7%, la croissance du PIB s'élève désormais à 5 % par an en moyenne. Le PIB par habitant a augmenté de près de 40 % entre 2000 et 2018. Cette croissance s'est accompagnée d'une intensification des exportations réelles de l'Afrique subsaharienne qui ont été multipliées par 1,8 entre 2000 et 2018, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 5,7%¹.

L'Europe reste la première destination des exportations africaines, suivie par l'Asie qui en représente 25% alors même qu'elles n'atteignaient que 9% en 2000. L'on constate également une forte progression du commerce intrarégional qui passe de 15% à 23% entre 2000 et 2018 même si ce dernier reste très en deçà des chiffres constatés dans d'autres régions comme l'Europe, l'Amérique du Nord ou l'Asie. Précisons enfin que les exportations africaines se caractérisent par une faible diversification. Elles reposent pour l'essentiel sur des produits pétroliers (40%) et, dans une moindre mesure, sur l'agriculture (12%).

En dépit de ces transformations, les pays africains continuent de souffrir d'un environnement des affaires moins compétitifs, mais aussi de ressources publiques plus limitées que la plupart des autres pays. La figure 1 illustre l'évolution du score des prérequis fondamentaux en matière d'environnement des affaires pour chaque région, relativement à la moyenne mondiale². Ce score traduit les quatre premiers piliers de l'indice de compétitivité globale, à savoir la qualité des institutions, la dotation en infrastructures, l'environnement macroéconomique, la santé et l'éducation primaire.

Il apparaît que seuls les pays développés ont un coefficient supérieur à 1,2, ce qui indique que les prérequis fondés sur ces quatre piliers sont nettement supérieurs à la moyenne mondiale. Quant aux pays en développement, ils semblent converger vers la moyenne de la distribution, à l'exception des pays d'Afrique subsaharienne

* LEMNA, Université de Nantes ; Corinne.Bagoulla@univ-nantes.fr

** LEAD, Université de Toulon ; figueiredo.univ@gmail.com

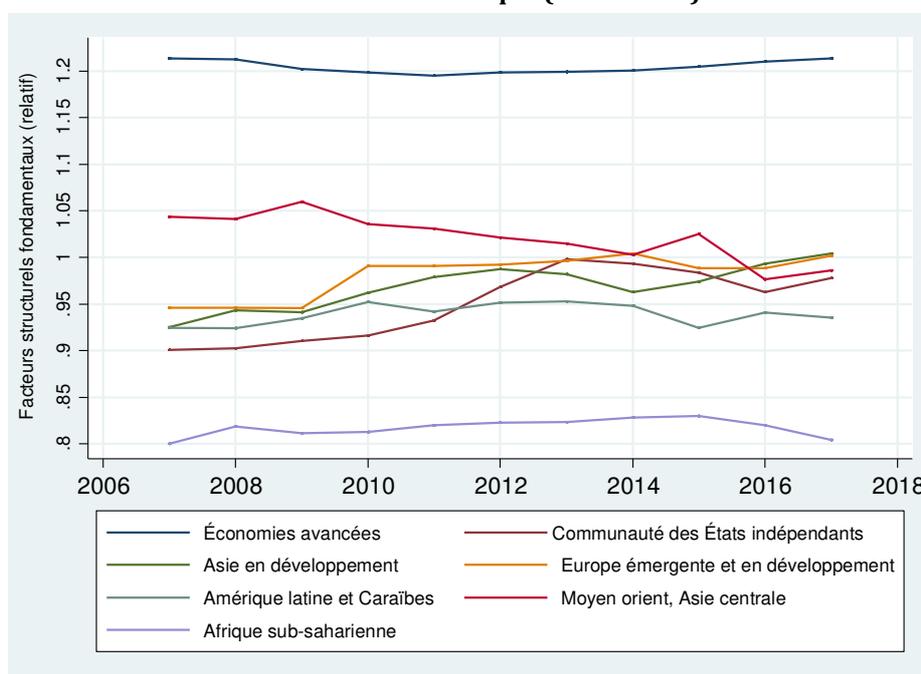
¹ Selon la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (WDI) (2018).

² Un ratio inférieur à l'unité indique que le niveau de ce score pour une région donnée est inférieur à la moyenne mondiale, un ratio supérieur à l'unité indique que le niveau de la région est supérieur à la moyenne.

qui affichent les scores les plus faibles. Pour cette région, le coefficient est passé de 0,80 en 2007 à 0,83 en 2015, avant de revenir à son niveau initial. La compétitivité africaine est donc toujours inférieure à celle des autres régions et la convergence reste lente.

Les facteurs structurels fondamentaux de la croissance économique (des institutions stables, des infrastructures adéquates et une main-d'œuvre à la fois instruite et en bonne santé) doivent être renforcés et semblent constituer un frein à la croissance durable des pays africains ainsi qu'à leur diversification économique et commerciale.

Figure1 : Évolution des facteurs structurels fondamentaux de la croissance économique (2007-2017)



Source : auteurs sur la base de données de l'indice de compétitivité mondiale (Forum économique mondial 2017-2018).

Différents articles présentés dans ce numéro spécial de la revue *Région et Développement* abordent, sous des angles divers, l'influence de la qualité des institutions dans le développement commercial des pays d'ASS et le rôle essentiel de l'intégration régionale.

L'article de **Serigne Bassirou Lo** revient sur l'impact de la corruption et des contraintes touchant l'accès au financement sur la performance à l'exportation des entreprises manufacturières africaines. D'un côté, l'auteur montre que le versement de « pots-de-vin » favorise les exportations des entreprises africaines, en particulier celles de petite taille, en permettant de contourner les lourdeurs administratives qui entravent l'internationalisation de ces entreprises. Mais parallèlement, il apparaît que le coût de la corruption vient renforcer et alourdir les contraintes de financement qui affectent déjà de manière prononcée la capacité de ces mêmes entreprises à pouvoir exporter.

Au-delà de son impact direct sur le commerce, un cadre institutionnel de qualité incite au développement des échanges en permettant aux acteurs économiques d'intégrer les règles de fonctionnement du commerce mondial et de développer leurs avantages concurrentiels intra et inter-régionaux.

Le deuxième article de ce numéro spécial souligne ainsi l'importance de la capacité des pays à se conformer aux exigences réglementaires de leurs partenaires commerciaux. **Najla Kamergi et Gabriel Figueiredo De Oliveira** étudient l'impact des mesures techniques non tarifaires sur les exportations agricoles d'origine végétale de cinq régions africaines, à savoir l'Afrique orientale, occidentale, centrale, septentrionale et australe. À partir d'un modèle de gravité, les auteurs montrent que les mesures non tarifaires bilatérales ont un effet de réduction des échanges agricoles et en concluent que les pays d'Afrique centrale, septentrionale et australe sont davantage pénalisés par les normes sanitaires et phytosanitaires. En effet, les coûts de conformité aux exigences réglementaires et le coût supplémentaire de la certification entravent significativement leurs exportations agricoles notamment vers les marchés des pays développés, ce qui explique probablement le détournement de leurs exportations vers les marchés du Sud.

L'article de **Tite Ehuitché Beke et Dieu-Donné Melagne N'Guessan** s'intéresse aux échanges agricoles au sein de la CEDEAO ainsi qu'à leur rôle sur la sécurité alimentaire (l'accès au bien-être alimentaire) des pays de la zone. En utilisant également l'approche gravitationnelle, les auteurs soulignent dans un premier temps l'influence positive de l'intégration régionale et de l'appartenance des pays à différents accords sous-régionaux sur le développement des échanges. Les principaux freins au commerce agricole identifiés dans l'analyse relèvent de la qualité des institutions des pays concernés (corruption, faible qualité du système administratif et des infrastructures de transport). Selon les auteurs, le développement des échanges de biens agricoles au sein de la CEDEAO permettrait de réduire la fragmentation des marchés et de développer les complémentarités entre les pays africains favorisant ainsi la sécurité alimentaire des pays de la zone.

L'article de **Victor Nyatefe et Mawussé Komlagan Nézan Okey** s'intéresse aux déterminants des exportations de biens culturels du Togo, qui sont d'un poids faible mais en forte croissance. Les exportations de biens culturels, pour beaucoup dans le design, sont principalement à destination des pays voisins africains. Les auteurs soulignent le rôle important de l'intégration régionale et de la proximité culturelle des pays sur le développement des exportations togolaises de biens culturels. Mais c'est avant tout la qualité des facteurs institutionnels du pays (mesurée à travers différents indices de gouvernance) qui favoriserait le développement de la production et des exportations de biens culturels togolais.

Les autres articles de ce numéro mettent en exergue le rôle des politiques et de la mise en place d'un environnement économique performant et stable propice au développement industriel et au développement des échanges commerciaux.

Bernard Nguenkeng, J-B. A. Nsoe Nkouli., Iréné Tiako et Augustin Ngomsi soulignent ainsi le rôle fondamental du capital humain (dépense en matière d'éducation et de santé) sur le commerce intra-ASS. À l'aide d'un modèle de gravité, les auteurs montrent qu'un bon niveau de santé de la population favorise le développement des échanges. L'influence de l'éducation sur le commerce intra-ASS varie selon le niveau de qualification de la population. Une éducation dans les cycles primaire et secondaire semble avoir un impact plus important sur le volume des échanges qu'une qualification dans le cycle supérieur. Les dépenses dans la formation professionnelle ont également un effet positif sur le développement commercial des pays. Ces résultats tendent à souligner le rôle important d'une formation des populations

adaptée aux besoins des systèmes productifs locaux sur la capacité des pays à développer leur compétitivité et leurs échanges au sein de la zone.

Dans le sixième article, **Antoine Abi Zeid** étudie les déterminants des exportations d'automobiles d'un certain nombre de pays en développement (Chine, Iran, Turquie...) en utilisant un modèle de gravité. La compétitivité globale des pays et l'intégration régionale jouent un rôle significatif sur le développement des exportations du secteur. L'article s'intéresse également au potentiel d'exportations des pays en comparaison des exportations observées dans le secteur de l'automobile. Ce potentiel semble particulièrement important dans les pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Slovaquie et République tchèque) ou encore en Chine, invitant les gouvernements à développer des politiques industrielles adaptées aux besoins de ce secteur.

Betty Asse et Dalila Chenaf-Nicet s'intéressent au rôle de la demande sur le processus de désindustrialisation des pays de l'Afrique subsaharienne. Les auteurs soulignent que cette désindustrialisation est précoce par rapport aux expériences de développement dans le passé et que cela résulterait essentiellement des mécanismes de demande interne et externe. La demande interne en produits industrialisés est contrainte par la taille des marchés des pays d'Afrique subsaharienne mais aussi par la faible croissance des revenus. Concernant la demande externe, les auteurs affirment que la demande mondiale en biens manufacturés a tendance à relativement diminuer par rapport à la demande de services, et que les pays africains souffrent de leur éloignement vis-à-vis des principaux marchés de consommation. Ces deux facteurs rendent alors plus difficile leur intégration dans les chaînes mondiales de production.

Le dernier article de ce numéro spécial **d'Irifaar Somé et Eugénie W. H. Maiga** a pour objectif d'analyser l'impact de l'évolution et de la volatilité des prix relatifs aux échanges, sur la croissance économique de l'Afrique subsaharienne. Leur analyse repose sur des estimations réalisées à l'aide du modèle autorégressif à retard échelonné (ARDL), appliqué à 34 pays de l'ASS sur la période 1993-2018. Les estimations à long terme montrent qu'une amélioration des termes des échanges (prix des exportations/prix des importations) a un effet positif sur le taux de croissance, alors que la variabilité de ces mêmes termes affecte à l'inverse la croissance économique des pays d'ASS. Les estimations à court terme montrent l'hétérogénéité de ces effets selon les pays. Les résultats semblent aussi montrer que l'effet positif des termes de l'échange est observé notamment pour des pays disposant d'une plus grande diversification de leurs exportations.